

# Quelques sigles

## ► **CLP** : classification, étiquetage et emballage des produits chimiques

Le règlement CLP est la réglementation européenne relative à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances chimiques et des mélanges. Basé sur le système général harmonisé de l'Organisation des Nations unies, le règlement CLP porte sur les dangers des substances chimiques et de leurs mélanges et sur les méthodes pour informer les tiers de ces dangers. L'industrie doit établir les dangers des substances et des mélanges avant leur mise sur le marché, les classer et les étiqueter conformément aux dangers identifiés. Si une substance ou un mélange est dangereux, il doit être étiqueté de telle manière que les salariés et les consommateurs soient informés de ses effets avant de le manipuler. Les industriels doivent respecter certains délais pour classer et étiqueter leurs substances et mélanges conformément aux règles CLP. Et ils doivent notifier la classification de leurs substances dans un inventaire centralisé par l'Agence européenne des produits chimiques.

## ► **CMR** : cancérigène, mutagène ou reprotoxique

Ces trois initiales correspondent à trois classes de danger selon le CLP : une substance ou un mélange peut être cancérigène, provoquer des mutations génétiques, avoir des effets indésirables sur la fonction sexuelle, la fertilité, le développement de l'enfant, ou combiner plusieurs de ces effets. Pour chaque classe, il existe trois catégories : effet avéré sur l'homme (catégorie 1A), effet avéré chez l'animal et présumé chez l'homme (catégorie 1B), effet suspecté chez l'animal mais non démontré chez l'homme (catégorie 2). Avec Reach, certaines substances CMR de catégorie 1A ou 1B les plus préoccupantes devront être progressivement substituées par des substances moins dangereuses. C'est un des objectifs du dispositif d'autorisation. Elles doivent aussi être absentes en tant que telles ou dans des mélanges destinés au grand public. C'est un des objectifs des restrictions.

## ► **CSA, CSR** : évaluation de et rapport sur la sécurité chimique

L'évaluation de la sécurité chimique est le processus visant à déterminer le risque posé par une substance. Le rapport sur la sécurité chimique est le document qui détaille les résultats.

## ► **ECHA** : Agence européenne des produits chimiques

Basée à Helsinki, l'Agence européenne des produits chimiques ou ECHA (European Chemicals Agency en anglais), pilote l'ensemble du dispositif Reach en collaboration avec les États membres et la Commission européenne. Elle reçoit les dossiers d'enregistrement et de demandes d'autorisation et procède à l'examen des propositions d'essais soumises par les industriels pour les substances dont les dangers ne sont pas ou peu connus. Elle coordonne l'évaluation des substances. Elle est un interlocuteur privilégié des industriels.

## Quelques sigles

### ■ **FDS** : fiche de données de sécurité

C'est un document permettant de communiquer des informations sur les dangers des substances et des mélanges et les mesures de prévention à prendre pour les manipuler en limitant le risque. Elle est notamment obligatoire pour les substances ou les mélanges classés dangereux selon la réglementation CLP. Elle informe les salariés et aussi les clients destinataires de produits issus de l'entreprise. Passée d'amont en aval dans la chaîne d'approvisionnement, elle est établie sous la responsabilité de chaque fournisseur et permet d'informer les clients destinataires de produits. Elle doit être élaborée en tenant compte de toutes les informations disponibles tout en étant compréhensible, et son contenu doit être facilement accessible aux salariés à leur poste de travail. Réformée par Reach, elle comprend en annexe les scénarios d'exposition pertinents pour chaque usage.

### ■ **OR** : représentant exclusif *ou Only Representative (anglais)*

Toute personne établie en dehors de l'Union européenne (UE) qui exporte vers l'UE une substance, un mélange ou un article peut désigner une personne établie dans l'UE afin de remplir pour son compte les obligations qui incombent aux importateurs en matière d'enregistrement de substances. Cette personne établie sur le territoire de l'UE est le représentant exclusif, souvent désigné par son acronyme anglais (OR pour *Only Representative*). Les importateurs européens situés dans la même chaîne d'approvisionnement sont alors considérés comme utilisateurs aval au sens de Reach.

### ■ **PBT** : persistante, bioaccumulable et toxique **vPvB** : très persistante et très bioaccumulable

Avec Reach, certaines substances PBT et/ou vPvB les plus préoccupantes devront être progressivement substituées par des substances moins dangereuses. C'est un des objectifs du dispositif d'autorisation.

### ■ **RAC** : comité d'évaluation des risques **SEAC** : comité d'analyse socio-économique **MSC** : comité des États membres

Ce sont les comités, composés de représentants des États membres, siégeant auprès de l'Agence européenne des produits chimiques. Ils interviennent dans les différentes procédures de Reach. Par exemple, le comité d'évaluation des risques (RAC en anglais) et le comité d'analyse socio-économique (SEAC en anglais) instruisent, chacun sur son domaine de compétence, les demandes d'autorisation déposées par les industriels. Le comité des États membres (MSC en anglais) donne notamment son avis sur les substances candidates à prioriser pour inclusion à l'annexe XIV de Reach.

### ■ **SVHC** : substances extrêmement préoccupantes *ou Substances of Very High Concern (anglais)*

Il peut s'agir de substances :

- cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR) de catégories 1A ou 1B ;
- présentant des effets néfastes sur l'environnement par leur persistance, leur accumulation dans les organismes vivants tout au long de la chaîne alimentaire, et leur toxicité (PBT/vPvB) ;
- ayant des effets entraînant un niveau de préoccupation équivalent, par exemple des perturbateurs endocriniens.

Les SVHC peuvent être encadrées via la procédure d'autorisation. Cela passe en premier lieu par leur inscription à la liste candidate lorsqu'il y a accord au niveau communautaire sur leurs propriétés de danger. Cette liste est alimentée à partir des propositions des États membres ou de la Commission européenne. Elle constitue une sorte de liste d'attente à laquelle sont appliqués des critères de priorisation et une consultation publique avant inclusion à l'annexe XIV de Reach.